



ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2024.05.14/380

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée aux Ets ROUSSET CHARPENTE d'effectuer des travaux de rénovation de toiture au 37 avenue de la libération impliquant la mise en place d'un échafaudage et l'occupation de 3 places de stationnement, du 20 juin 2024 au 20 aout 2024.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par les Ets ROUSSET CHARPENTE le 13 mai 2024,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée aux Ets ROUSSET CHARPENTE d'effectuer des travaux de rénovation de toiture au 37 avenue de la libération impliquant la mise en place d'un échafaudage et l'occupation de 3 places de stationnement, du 20 juin 2024 au 20 aout 2024.

Article 2 : Le trottoir, avenue de la Libération, devra être entièrement libéré le 02 juillet 2024 pour permettre le passage du tour de France en toute sécurité. L'échafaudage devra donc être démonté la veille par les Ets ROUSSET CHARPENTE.

Article 3 : Une gêne ponctuelle pourra être occasionnée au niveau du chantier. Les Ets ROUSSET CHARPENTE sont autorisés à stationner des véhicules à proximité du chantier ainsi qu'à déposer des matériaux à proximité du chantier.

Article 4 : Le responsable assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 5 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par la SPL Eau Services Haute Durance conformément aux textes en vigueur. Le responsable du chantier est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de maintenir une voie de circulation sur l'emprise du chantier pour le passage des véhicules de secours et de sécurité ainsi que pour les riverains. La sécurité des piétons ainsi que celle des personnes à mobilité réduite devront être constamment assurées par l'entreprise intervenante sur le chantier.

Article 6 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 7 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 8 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 9 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- les Ets ROUSSET CHARPENTE.

Article 10 : Copie sera adressée à :

- le Centre de secours principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 16 MAI 2024

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,


René MICHEL

Transmis-le : 16 MAI 2024
Notifié le :